



Independent observer
of the Global Fund

LES PRÉOCCUPATIONS RÉCURRENTES DU FONDS MONDIAL SUR LES RISQUES ET LES PERFORMANCES DES SUBVENTIONS DU PORTEFEUILLE DU NIGÉRIA

Comme c'est souvent le cas lors des réunions du Conseil d'administration, un sujet qui n'était pas au programme officiel était de toutes les discussions de couloir. Lors de la dernière réunion, c'est la méthodologie d'allocation. Cette fois-ci, ce sont les préoccupations concernant les performances des subventions au Nigéria.

Le Bureau de l'Inspecteur général (BIG) a récemment complété un audit sur les subventions VIH/TB et paludisme au Nigéria. Les membres du Conseil ont reçu une copie du rapport en mars dernier. De nombreux membres ont demandé des informations et clarifications supplémentaires sur l'audit. Ceci explique que le rapport n'a toujours pas été rendu public.

Toutefois, selon des sources au Nigéria, nous pouvons rapporter que les décaissements pour les subventions VIH et paludisme ont été suspendues il y a deux semaines, et que le Fonds Mondial a envoyé une lettre au Président du Nigéria pour l'en informer.

Les préoccupations concernant les subventions au Nigéria ne sont pas nouvelles. Aussi récemment que décembre dernier, le Fonds Mondial a approuvé \$510 millions en financement pour cinq subventions VIH/TB, qui comprenaient \$310 millions en nouveau financement. Nous l'avons rapporté [ici](#) dans l'OFM.

Dans notre article, nous disions que :

« Des problèmes structurels dans les domaines des finances, de la chaîne d'approvisionnement, des achats de produits non médicaux et de gestion des subventions ont entraîné des fraudes et des

détournements de fonds par le passé. Néanmoins, le Fonds a pris cette décision en raison de la taille du pays, de sa charge de morbidité et de l'importance des subventions au Nigéria (le pays a reçu l'allocation la plus importante de tous les pays, 1,1 milliards de dollars). La non approbation des subventions selon le CAS "n'est pas une option privilégiée actuellement si le Fonds mondial veut continuer à remplir sa mission" ».

Dans notre article, nous citons le CAS comme disant que « un autre audit en cours (qui) dévoile de nouvelles préoccupations. Le BIG enquête également sur les allégations de fraude et de détournement de fonds par un sous-réциpiendaire ».

L'approbation du financement était conditionnée et a donné au Secrétariat la flexibilité de redistribuer les fonds entre les quatre principaux réциpiendaires concernés.

Historiquement, les subventions au Nigéria ont toujours connu des risques opérationnels importants. Les risques clés identifiés par le Secrétariat incluent:

- les subventions n'atteignent pas leurs objectifs, y compris pour les indicateurs clés comme le traitement antirétroviral et le diagnostic TB ;
- les risques fiduciaires, y compris les RP du gouvernement qui ont des difficultés à faire un suivi de la lutte contre les trois maladies au niveau de l'ensemble du pays ;
- une capacité insuffisante à assurer que les services de santé de base respectent les recommandations et les critères au niveau national ;
- un suivi et une évaluation inadéquats, des données et des systèmes électroniques d'information sur la santé de mauvaise qualité ;
- des faiblesses systématiques et des risques dans les systèmes de gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement.

Citant encore le CAS, l'OFM avait signalé que les mesures déjà prises en 2015 pour répondre aux résultats préliminaires du BIG comprenaient la mise en place d'un agent fiscal pour garantir que l'argent des programmes soit dépensé dans le strict respect des directives du Fonds mondial et des plans budgétaires; des initiatives pour établir une capacité financière pour les RP. D'autres mesures doivent être mises en place prochainement comme l'ajustement de la gestion de la chaîne d'approvisionnement pour les RP du gouvernement et le renforcement du rôle de l'agent local du Fonds. Le Secrétariat envisage également de sous-traiter la gestion des achats de produits non médicaux.

Enfin, nous citons le CAS comme disant que le gouvernement fédéral devra être persuadé de prendre des mesures pour garantir que ses subventions seront mieux gérées.

« Reconnaissant qu'une approche conventionnelle d'atténuation des risques ne serait pas suffisante au Nigéria, le Secrétariat et le BIG travailleront avec le gouvernement et les partenaires de développement pour élaborer un cadre de gestion des risques stratégiques taillé sur mesure pour les besoins particuliers du pays. Le cadre inclura une feuille de route et des échéances à moyen et long terme ».

Tunde Akpeji, notre correspondant au Nigéria, a contribué à cet article.

[Read More](#)
